



Séchilienne-Sidec

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN



2012

SOMMAIRE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2012

I / Attestation du Président sur le rapport financier semestriel.....	P.2 à 3
II / Rapport d'activité semestriel au 30 juin 2012.....	P.4 à 16
III / Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2012	P.17 à 50
IV / Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	P.51 à 53

ATTESTATION DU PRESIDENT SUR LE RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I / Attestation du Président sur le rapport financier semestriel

ATTESTATION DU PRESIDENT SUR LE RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Paris La Défense, le 26 juillet 2012,

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jacques Petry

Président Directeur Général
Séchilienne-Sidec

II /Rapport d'activité semestriel

au 30 juin 2012

Table des matières du Rapport d'activité semestriel

1 CHIFFRES CLES	6
1.1 CHIFFRES FINANCIERS	6
1.2 MW EN EXPLOITATION ET GWH PRODUITS	7
1.3 TAUX DE DISPONIBILITE	7
2 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE	8
2.1 DOMAINE THERMIQUE	8
2.2 DOMAINE PHOTOVOLTAIQUE	9
2.3 DOMAINE EOLIEN	10
2.4 AUTRES FAITS MARQUANTS	11
3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	12
3.1 LE COMPTE DE RESULTAT	12
3.2 LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	15
3.3 LA STRUCTURE FINANCIERE	16
4 PERSPECTIVES	16
5 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	16
6 DONNEES RELATIVES A L'ACTIONNARIAT	16
7 EVOLUTION DES RISQUES	16

1 CHIFFRES CLES

1.1 Chiffres financiers

(*) Résultat opérationnel hors dotations aux amortissements et dotations et reprises de provisions

(**) Chiffres exacts prenant en compte les décimales masquées.

(**) Chiffres exacts prenant en compte les décimales masquées
 (***) Endettement net = Dettes brutes - trésorerie nette - dépôts de garantie (22,4 M€ de dépôts au 30/06/12)

1.2 MW en exploitation et GWh produits

	MW bruts en exploitation au		Production en GWh			
	30/06/2012	30/06/2011	Var.	1S.2012	1S.2011	
CTBR 1 et 2	108	108		362,6	332,7	9%
CTG A et B	122	122		435,6	415,5	5%
CTM	64	64		195,5	159,2	23%
CCG	40	40		34,9	58,4	-40%
CE	38	38		105,0	68,2	54%
Thermique hors Maurice	372	372	0%	1 133,5	1 033,9	10%
CTSAV 1 et 2	90	90		233,4	216,5	8%
CTBV	70	70		172,1	194,3	-11%
CTDS	35	35		117,5	119,6	-2%
Thermique Maurice	195	195	0%	523,0	530,5	-1%
Thermique	567	567	0%	1 656,4	1 564,4	6%
DOM	56,7	44,7		37,9	25,6	
Hors France	4,4	4,4		3,4	2,8	
France métropole	8,2	8,2		5,9	5,9	
Photovoltaïque	69,3	57,3	21%	47,2	34,4	37%
Vanault le Chatel	8,5	8,5		7,4	6,4	
Bambesch	12	12		7,7	7,9	
Niedervisse	12	12		9,4	9,2	
Clamanges et Villeseneux	10	10		10,0	8,1	
Porte de France	8	8		8,6	8,0	
Héninle	6			7,0		
Eolien	56,5	50,5	12%	50,0	39,5	27%
Total Groupe	692,8	674,8	3%	1 753,7	1 638,2	7%

1.3 Taux de disponibilité

	Taux de disponibilité	
	1S.2012	1S.2011
CTBR 1 et 2	84,7%	77,7%
CTG A et B	93,3%	88,7%
CTM	95,1%	78,1%
CE	93,5%	87,6%
CCG	88,9%	91,4%
Moyenne hors Maurice (*)	90,7%	83,9%
<i>dont hors CCG</i>	90,9%	83,0%
CTSav	86,5%	87,1%
CTBV	84,7%	86,2%
CTDS	98,8%	97,3%
Moyenne Maurice (*)	88,0%	88,6%
Moyenne Thermique Groupe (*)	89,8%	85,5%
<i>dont hors CCG</i>	89,8%	85,1%

(*) moyenne pondérée sur les MW bruts

2 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Les faits marquants du premier semestre 2012 ont été les suivants, pour les sociétés consolidées en intégration globale et proportionnelle :

2.1 *Domaine thermique*

§ Conditions d'exploitation des centrales :

- La production thermique du Groupe affiche une hausse de +10% par rapport à celle du premier semestre 2011, pour les centrales consolidées en intégration globale (les centrales mauriciennes, dont la puissance s'élève à 195 MW, sont mises en équivalence). Cette variation s'explique par l'effet de la mise en service en début mars 2011 de la centrale Caraïbes Energie (CE) d'une puissance de 38 MW à la Guadeloupe, et par l'augmentation du taux de disponibilité technique moyen.
- La disponibilité des centrales thermiques a été globalement plus satisfaisante qu'au premier semestre 2011 avec une progression de +7,9 points. En effet, la disponibilité effective (DOM hors CCG) s'élève à 90.9% au lieu de 83.0% sur la même période en 2011. CTM a, au premier semestre 2012, la disponibilité la plus élevée de toutes les centrales DOM du Groupe avec une disponibilité de 95.1%.
- Le premier semestre 2012 marque le retour à une année normale en termes de taux d'appel pour CCG après une période où EDF avait appelé cette centrale très au-delà de sa vocation de centrale de pointe, pour pallier des indisponibilités survenues dans d'autres unités de production. Au premier semestre 2012, l'utilisation d'une nouvelle centrale EDF mise en service à la Martinique a remplacé pour partie le recours à CCG dont le taux d'appel est ainsi passé de 37% au premier semestre 2011 à 22.4% au premier semestre 2012.
- A l'exception de CTM (période bagasse au S1 oblige) toutes les centrales ont effectué au cours du premier semestre leurs arrêts annuels programmés, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, devrait permettre de bénéficier d'une bonne disponibilité au second semestre.

§ Evolution du contexte économique et réglementaire :

- Le prix du charbon est resté en moyenne sur le S1 à un niveau élevé (105,5 €/t) bien qu'en baisse par rapport au premier semestre 2011 (109,4 €/t).
- Le Groupe a reçu fin avril 2012 les quotas de CO₂ 2011 des deux centrales CTG-B et CCG qui lui faisaient encore défaut au 31 décembre 2011. Les quotas de CO₂ 2012 de CTBR, CTM et CTG-A ont été obtenus en février 2012 et ceux de CTG-B et CCG sont attendus d'ici avril 2013. Par arrêté du 19 avril 2012, CE s'est également vu octroyer des quotas gratuits pour les années 2011 et 2012.
- Pour mémoire, la franchise laissée à la charge des centrales thermiques dans le cadre des contrats EDF est plafonnée à un montant global maximal de 2 millions d'euros/an pour les trois centrales thermiques CTM-CTBR-CTG, et à 1 million d'euros pour la centrale de Caraïbes Energie.

§ Développement et projets :

- Les phases administratives de la réalisation de la future centrale CCG-2 d'une puissance de 38 MW à la Martinique sont en cours en liaison avec les services de l'Etat et de la Région.

Cette centrale est conçue notamment pour utiliser un large éventail de biomasses et alimenter en vapeur la sucrerie du Galion. L'objectif de mise en service est désormais fixé courant 2015.

§ Social :

- Au S1.2012, seulement trois jours de grève ont eu lieu, dans la centrale de Caraïbes Energie (CE). Pour rappel, le premier semestre 2011 s'était vu pénalisé par une vague de grèves déclenchées à l'appui d'une revendication reposant sur l'interprétation controversée de certaines dispositions du statut national des Industries Electriques et Gazières.
- La centrale de CTM aux Caraïbes a indirectement été affectée par des mouvements sociaux survenus dans la sucrerie adjacente de Gardel, qui ont légèrement réduit la production d'électricité issue de bagasse.
- Des accords d'intéressements ont été signés pour une durée de 3 ans à CTM, CE, CTBR et CTG.

2.2 Domaine photovoltaïque

§ Conditions d'exploitation des centrales :

- L'évolution de la production d'électricité photovoltaïque s'est inscrite dans la dynamique déjà favorable de 2011. Au premier semestre 2012, elle a augmenté de 37% par rapport au premier semestre 2011 pour s'établir à 47,2 GWh.
- Cette forte augmentation reflète essentiellement l'effet plein temps d'exploitation des centrales mises en service au cours du S1.2011 (dont Kourou 12 MW et Matoury 4 MW) ainsi que du raccordement de 12 MW de nouvelles installations au deuxième semestre 2011.
- Les conditions d'ensoleillement et de fonctionnement des centrales ont été bonnes dans l'Océan Indien comme dans les Caraïbes.
- Un incendie intervenu la nuit du 16 mai à l'Hyper Champion Landy (Martinique) a entraîné la perte de notre centrale photovoltaïque installée en toiture du bâtiment (218 kW).
- 0,7 MW de toitures restent en attente de raccordement, notamment en raison de retards importants au niveau des délais de raccordement d'EDF.

§ Evolution du contexte économique et réglementaire :

En France :

- Les projets photovoltaïques du Groupe entrent désormais pour l'essentiel dans le champ des appels d'offres et non plus des tarifs d'achats réglementaires. Dans ce cadre, le

Groupe a présenté en mars 2012 des projets en réponse à l'appel d'offres concernant les installations d'une puissance unitaire dépassant 0,250 MW. L'instruction de cet appel d'offres était encore en cours au 30 juin 2012.

- Les réalisations d'installations photovoltaïques dans les DOM ne donnent plus lieu à l'octroi de défiscalisation.

A l'étranger :

- Au cours du premier semestre, le contexte réglementaire en Espagne, où le Groupe exploite 2,4 MW, n'a pas évolué. En Italie le contexte a évolué sans affecter cependant les centrales du Groupe (2MW en service).

§ Développement et projets :

- Le parc installé ou en cours de construction du groupe a évolué de la façon suivante entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2012 :

<i>en MW</i>	30-juin-12	30-juin-11
Installations raccordées	69,3	57,3
Installations en attente de raccordement	0,7	2,7
Installations en construction	0,0	9,4
Total installé et en cours de construction	70,0	69,4

- Les 218 kW détruits par l'incendie en Martinique ont été retirés des MW raccordés au 30/06/12.

2.3 Domaine éolien

§ Conditions d'exploitation des centrales :

- La production d'électricité d'origine éolienne s'est établie à 50 GWh, en progression de 27% par rapport à la production du 1er semestre 2011. Cette progression résulte de la mise en service du parc d'Heninel (6MW) le 12 juillet 2011.
- Les conditions de vent, médiocres au début du premier semestre 2012, se sont améliorées par la suite.

§ Développement et projets :

- A fin juin 2012, le portefeuille de permis de construire obtenus s'élevait à 13 MW purgés de tout recours. Les demandes de permis de construire n'ayant pas encore fait l'objet de décisions définitives portent sur 12 MW.

2.4 Autres faits marquants

- Annonce de la nouvelle stratégie le 30/01/12 axée sur la valorisation électrique de la biomasse.
- Entrée du Groupe dans le domaine de la bio-méthanisation :
Séchilienne a acquis le 9 mai 2012, par acquisition des titres détenus par Demeter Partners et Omnes Capital, 60% du capital de la société Methaneo, pionnier en France de la bio-méthanisation. Les fondateurs de Methaneo conservent leur participation de 40% et continuent de diriger l'entreprise.
Le procédé de bio-méthanisation permet de valoriser, en conditions contrôlées, des matières organiques pouvant produire du digestat, employé comme fertilisant et une source d'énergie, le biogaz, lui-même injectable dans des réseaux de distribution de gaz ou utilisable pour générer de l'électricité. Le portefeuille de projets en développement acquis au travers de cette opération est de 22 projets. Le premier qui sera mis en service, d'une puissance de 2 MW, est en cours de construction et sera mis en service dès 2013 à Thouars (Deux-Sèvres).
Ce domaine d'activité est très prometteur, car répondant à des besoins tant énergétiques qu'environnementaux et d'amélioration des conditions d'exploitation des entreprises agricoles.
- Le Groupe étudiait à la fin du premier semestre 2012 le développement de plusieurs projets, dont parmi les plus avancés la centrale thermique CCG-2 (38 MW) dont la mise en service est prévue en Martinique pour 2015, et les projets de Methaneo dépassant 25 MW dont la réalisation s'étalera jusqu'en 2016.
- Dans le cadre des mécanismes contractuels de révision des tarifs, Séchilienne Sidec a mis en place des rendez-vous réguliers avec ses clients pour prendre en compte les évènements imprévisibles, extérieurs et les circonstances nouvelles intervenus dans les dernières années.
- A ce titre des discussions sont en cours pour prendre en compte l'impact négatif de circonstances nouvelles à CTM, en particulier celles liées à la fin de l'abattement du tiers sur le crédit bail fiscal. Compte tenu de la solidité de ses contrats, la Direction considère que la valeur comptable des actifs de CTM est inchangée au 30 Juin 2012.

3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

3.1 Le compte de résultat

○ Le chiffre d'affaires

(*) ventes de panneaux et d'installations photovoltaïques clé en main à des tiers

(**) Chiffres exacts prenant en compte les décimales masquées

Le chiffre d'affaires ressort en hausse de 23,4 millions d'euros par rapport à celui enregistré au 30 juin 2011 soit +14%. Cette hausse s'explique par :

- un effet année pleine de +14,0 M€ lié pour moitié à la mise en service de Caraïbes Energie courant S1.2011 (6 mois plein de fonctionnement au S1.2012 vs 3 mois et 23 jours au S1.2011) et pour moitié aux raccordements intervenus au S1 et au S2.2011 dans le PV et l'EO.
 - un effet volume thermique global de -1,4 millions d'euros qui se décompose en :
 - un effet de +6,5 millions d'euros sur les centrales de base CTBR-CTG-CTM du fait de l'augmentation de la production thermique de ces centrales. Pour rappel, les centrales mauriciennes ne font pas partie du périmètre de consolidation globale et leur chiffre d'affaires n'est donc pas consolidé,
 - un effet de -7,9 millions d'euros lié à la seule baisse de production de CCG du fait de son moindre taux d'appel.
 - un effet prix légèrement négatif de -0,5 M€ suite à la légère baisse en moyenne du prix du charbon (105,5 €/t au premier semestre 2012 vs 109,4 €/t en au S1.2011)
 - un effet de +8,4 M€ sur les bonus-malus, notamment lié aux excellents taux de disponibilités de centrales de base
 - un effet de +2,9 M€ rassemblant divers autres facteurs : indexation tarifaire des primes fixes, vente de vapeur, etc. Pour rappel en 2011 était intervenue une baisse contractuelle des primes fixes pour 9 M€ sur l'année, 4,4 M€ au S1.2011. La prochaine baisse contractuelle de prime fixe est prévue en 2014 et concernera CTM.

○ L'EBITDA

Secteur d'activité	Cumul à fin juin		
	30/06/2012	30/06/2011	Ecart (**)
Thermique	49,1	39,7	9,4
Photovoltaïque	14,8	9,6	5,2
dont exploitation	14,8	9,6	5,2
dont autres ventes (*)		0,0	0,0
Eolien	3,0	2,2	0,8
Holding et autres	-1,6	-2,7	1,1
TOTAL hors defiscalisations	65,3	48,8	16,5
Défiscalisations		13,9	-13,9
TOTAL	65,3	62,7	2,6

(*) ventes de panneaux et d'installations photovoltaïques clé en main à des tiers

(**) Chiffres exacts prenant en compte les décimales masquées

- L'EBITDA s'établit à 65,3 millions d'euros, en progression de 2,6 millions d'euros. Cette progression est de +16,5 M€ (+33,8%) à iso-périmètre, c'est-à-dire comparé à l'EBITDA hors produits de défiscalisation du S1.2011.

L'analyse par activité de cette progression est la suivante :

- L'EBITDA du secteur Thermique s'établit à 49,1 millions d'euros, à comparer à 39,7 millions d'euros au 1er semestre 2011, soit en hausse de +9,4 M€. Cette variation s'explique pour l'essentiel par les effets favorables de la meilleure disponibilité des centrales, et par l'effet année pleine de la mise en service de Caraïbes Energie. Elle est en partie compensée par la baisse du taux d'appel de CCG ainsi que par un effet-stock négatif ce semestre du fait de la baisse tout au long du 1er semestre 2012 des coûts du charbon alors qu'ils avaient fortement progressé au début du 1er semestre 2011 (impact en variation de -1,6 millions d'euros).
- Dans les secteurs Photovoltaïque et Eolien, l'EBITDA a progressé de 6,0 millions d'euros (+51%). Cette excellente performance s'explique par la conjugaison de l'augmentation de la capacité en exploitation précitée, de la bonne performance des équipements, et des conditions d'ensoleillement favorables.

○ Dotation aux amortissements, provisions et résultat financier

La hausse des dations aux amortissements et provisions (+21,2% à 21,1 M€) ainsi que celle des charges financières (+23,5% à 15,2 M€) traduit la hausse des capacités en exploitations (TH, PV, EO) entre le S1.2011 et le S1.2012.

○ La quote-part du résultat net des entreprises associées

La quote-part du résultat net des entreprises associées s'élève à 0,7 million d'euros, contre 1,3 million d'euros au 1er semestre 2011, la centrale CTBV ayant notamment connu une baisse contractuelle de sa prime fixe à partir de 2012.

○ La charge d'impôt

La charge fiscale s'établit à 9,9 millions d'euros, correspondant à un taux effectif d'impôt (hors quote-part du résultat net des entreprises associées) de 34,2%, à comparer à une charge de 8,7 millions d'euros au 30/06/11 correspondant à un taux effectif d'impôt (hors quote-part du résultat net des entreprises associées) de 26,2%. Il est rappelé qu'au S1.2011 était encore appliqué l'abattement du tiers dans les DOM, avantage fiscal abrogé en fin 2011.

○ Le résultat net et le résultat net consolidé part du Groupe

Le résultat net consolidé s'établit à 16,8 millions d'euros, à comparer à 10,2 M€ au 30/06/11 une fois retraité les effets fiscalités DOM (défiscalisation et abattement du tiers) dans les chiffres du 30/06/11, soit une progression de 66%.

Il représente 0,59 €/action, à comparer à 0,76 €/action au premier semestre 2010.

3.2 Le tableau des flux de trésorerie

TFT en M€	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Ecart 1S12/1S11
Capacité d'autofinancement	67,5	65,6	1,8
- Variation du besoin en fonds de roulement	5,4	(7,6)	13,0
Défisc non encaissée		(11,6)	11,6
Impôts décaissés	(8,7)	(13,4)	4,8
Flux net de trésorerie opérationnel	64,2	33,0	31,3
CAPEX d'exploitation	(3,5)	(4,7)	1,2
Free Cash-Flow	60,7	28,3	32,4
CAPEX	(9,8)	(56,0)	46,2
Acquisition Méthanéo	(2,6)		(2,6)
Flux net de trésorerie d'investissements	(12,4)	(56,0)	43,6
Nouveaux emprunts	4,6	24,1	(19,5)
Remboursements d'emprunts	(25,9)	(20,5)	(5,4)
Coût de l'endettement financier	(15,1)	(12,8)	(2,3)
Autres	0,1	(0,7)	0,8
Flux net de trésorerie de financement	(36,3)	(9,9)	(26,4)
Autres (écart de conversion...)	(0,0)	0,0	
Variation nette de la trésorerie	12,0	(37,6)	49,7
Trésorerie nette à l'ouverture (31.12.N-1)	74,9	106,5	(31,5)
Trésorerie nette à la clôture (30.06.N)	87,0	68,9	18,1

Le Free Cash-Flow (flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle moins les investissements d'exploitation) s'est élevé à 60,7 millions d'euros au 1er semestre 2012, à comparer à 28,3 millions d'euros sur la même période de 2011. Cette hausse reflète une capacité d'autofinancement légèrement supérieure (67,5 millions d'euros vs 65,6 millions d'euros au 1er semestre 2011), malgré l'absence de défiscalisation dont une partie (11,6 millions d'euros) n'avait pas été encaissée au 30/06/11.

L'impact cash positif lié à la baisse du BFR s'explique notamment par un retour à un niveau normatif de stock de matière première, celui-ci ayant été anormalement élevé dans les comptes de 2011 par l'arrivée de cargos de charbon en toute fin d'année. Inversement les restrictions des conditions de paiement des fournisseurs de matières premières avaient eu un impact négatif sur le cash du S1.2011.

De la même façon, le cash du S1.2011 avait été négativement impacté par la forte régularisation d'IS payé au titre de 2010, les acomptes payés en 2010 ayant été eux-mêmes faibles car assis sur l'IS 2009 qui avait bénéficié d'un important crédit d'impôts (loi Sarkozy sur la récupération des déficits). Le montant payé au S1.2012 correspond à un niveau plus normatif.

Les investissements nets sont en baisse, le S1.2011 ayant connu une forte activité de construction et de mises en service (notamment achèvement de la construction de Caraïbes Energie, de Kourou et d'Héninbel, construction de Matoury et de Bethléem).

En parallèle de la fin de cette phase d'investissements, les nouveaux emprunts tirés sont également en baisse au S1.2012.

La génération de cash s'établit à 12,0 M€ sur le semestre, d'où une trésorerie de clôture de 87,0 millions d'euros, contre 68,8 millions d'euros au 30 juin 2011.

3.3 La structure financière

Au 30 juin 2012, les capitaux propres s'élèvent à 336,7 millions d'euros, contre 346,8 millions d'euros au 30 juin 2011.

L'endettement financier brut s'élève à 654,5 millions d'euros. Il est constitué à hauteur de 86% de dette de financement de projets, couvrant des installations en exploitation et en cours de construction, et est couvert à 81%.

La dette financière nette s'établit à 545,0 millions d'euros après prise en compte de la trésorerie nette et des dépôts de garantie (22,4 M€ de dépôts au 30/06/12).

4 PERSPECTIVES

Le second semestre devrait bénéficier de la bonne disponibilité des centrales thermiques qui ont réalisé la quasi intégralité de leurs arrêts techniques sur le premier semestre.

Séchilienne-Sidec confirme, à conditions économiques équivalentes, les perspectives de progression sur l'ensemble de l'exercice d'au moins 7% de l'EBITDA et 25% du RNPG sans défiscalisation et hors impacts fiscaux exceptionnels liés à l'Outre Mer.

5 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2012 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

6 DONNEES RELATIVES A L'ACTIONNARIAT

Le franchissement de seuils suivants a été déclaré auprès de la Société au cours du premier semestre 2012 :

- NORGES BANK Investment Management, NBIM, a déclaré le 20 janvier 2012 que la Banque Centrale de Norvège avait franchi en hausse le seuil de 2% du capital de Séchilienne Sidec à la suite d'un achat effectué le 20 janvier 2012 de 9 240 actions de la société, et qu'elle détenait à cette date 575 662 actions représentant 2,02% de son capital

7 EVOLUTION DES RISQUES

La revue des risques ne comporte pas d'évolution significative par rapport à la description qui en est faite dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2012.

III / Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2012

Séchilienne-Sidec

Société anonyme au capital de 1 102 349,13 €

Siège social ; 22 place des Vosges – Immeuble Le Monge – La Défense 5

92400 Courbevoie

775 667 538 RCS Nanterre

Table des matières des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2012

A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ	19
B. ETAT DE RESULTAT GLOBAL	20
C. BILAN CONSOLIDÉ RÉSUMÉ	21
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	23
E. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	24
F. NOTES AUX ETATS FINANCIERS	25
1. FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	25
1.1. DOMAINE THERMIQUE	25
1.2. DOMAINE PHOTOVOLTAÏQUE	27
1.3. DOMAINE EOLIEN	28
1.4. AUTRES FAITS MARQUANTS	28
2. BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES ET MÉTHODES COMPTABLES	29
3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	32
4. SECTEURS OPÉRATIONNELS	33
5. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	35
6. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	35
7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	35
8. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	36
9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	36
10. IMPÔTS	37
11. ÉCARTS D'ACQUISITION	38
12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	39
13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39
14. PARTICIPIATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	40
15. ACTIFS FINANCIERS	40
16. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	41
17. STOCKS	41
18. AUTRES ACTIFS COURANTS	42
19. CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES	42
20. DETTES FINANCIERES	45
21. PROVISIONS	47
22. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	47
23. FOURNISSEURS	48
24. AUTRES PASSIFS COURANTS	48
25. DETTES FISCALES ET SOCIALES	49
26. ENGAGEMENTS HORS-BILAN	49
27. GESTION DES RISQUES ET DU CAPITAL	49
28. PARTIES LIÉES	49
29. EVENEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE	50

A . Compte de résultat consolidé résumé

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Produit des activités ordinaires	5	
Achats (variation des stocks incluse)	190 948	167 571
Frais de logistique	(72 726)	(72 350)
Charges de personnel	(3 890)	(3 295)
Autres charges d'exploitation	(15 524)	(15 341)
Dotations aux amortissements et provisions	(33 575)	(27 989)
Autres produits opérationnels	(20 334)	(16 930)
Autres charges opérationnelles	954	14 389
	(1 621)	(729)
Résultat opérationnel	44 232	45 326
Coût de l'endettement financier	8	(15 122)
Autres produits financiers	9	316
Autres charges financières	9	(374)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	13	729
Résultat avant impôt	29 781	34 367
Charge d'impôt	10	(9 942)
Résultat net de l'exercice	19 839	25 709
Revenant :		
Aux actionnaires de Séchilienne	16 750	21 730
Aux intérêts ne conférant pas le contrôle	3 089	3 979
Résultat par action	19	0,59
Résultat dilué par action	19	0,59
		0,76

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

B. Etat de résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat après impôt	19 839	25 709
Différences de conversion	2 148	(576)
Couvertures de flux de trésorerie	(5 676)	3 698
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie	2 009	(949)
<i>Sous-total des autres éléments du résultat global</i>	<i>(1 519)</i>	<i>2 173</i>
Résultat global total	18 320	27 882
Revenant :		
Aux actionnaires de Séchilienne-Sidec	15 477	23 457
Aux intérêts ne conférant pas le contrôle	2 843	4 425

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

C. Bilan consolidé résumé

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Note</i>	30/06/2012	31/12/2011
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition	11	11 456	8 263
Immobilisations incorporelles	12	100 533	102 130
Immobilisations corporelles	13	833 237	833 511
Actifs financiers non courants	15	22 818	22 244
Participation dans les entreprises associées	14	24 044	22 958
Impôts différés actifs		13 037	11 122
Total des actifs non courants		1 005 125	1 000 228
Actifs courants			
Stocks et en cours	17	38 315	43 636
Clients	16	40 908	45 404
Autres actifs courants	18	26 599	29 681
Équivalents de trésorerie	15	49 288	48 299
Trésorerie	15	37 795	26 759
Total des actifs courants		192 904	193 778
Total de l'actif		1 198 029	1 194 006

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

Passif

En milliers d'euros	Note	30/06/2012	31/12/2011
Capitaux propres part du groupe			
Capital	19	1 095	1 095
Primes		14 922	14 922
Réserves		249 266	238 321
Réserves de conversion		(6 186)	(8 335)
Résultat de l'exercice		16 750	32 155
Total des capitaux propres du groupe		275 848	278 159
Intérêts ne conférant pas le contrôle		60 829	63 344
Total des capitaux propres		336 677	341 503
Passifs non courants			
Avantages au personnel		10 412	9 661
Provisions pour risques	21	5 325	5 774
Impôts différés passifs		65 271	65 822
Dettes financières non courantes	20	569 187	574 887
Instruments financiers dérivés non courants	22	34 864	28 824
Total des passifs non courants		685 059	684 968
Passifs courants			
Fournisseurs	23	38 736	47 759
Dettes fiscales et sociales	25	18 147	22 339
Dettes financières courantes	20	85 300	83 833
Autres passifs courants	24	34 112	13 605
Total des passifs courants		176 293	167 535
Total du passif		1 198 029	1 194 006

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

D. Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2011	1 095	14 922	276 460	(7 268)	(6 488)	278 721	65 475	344 196
Actions propres			(795)			(795)		(795)
Distributions de dividendes			(19 954)			(19 954)	(4 547)	(24 501)
Autres variations							64	64
Stocks-options et actions de performance			395			395		395
Effet des variations de périmètre			1 005			1 005	(1 463)	(458)
Total des transactions avec les actionnaires			(18 554)			(18 554)	(5 946)	(24 500)
Variation de la différence de conversion					(576)	(576)		(576)
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				2 303		2 303	446	2 749
<i>Sous-total autres éléments du résultat global</i>				2 303	(576)	1 727	446	2 173
Résultat de la période			21 730			21 730	3 979	25 709
Total résultat global			21 730	2 303	(576)	23 457	4 425	27 882
Capitaux propres au 30 juin 2011	1 095	14 922	278 841	(4 965)	(7 064)	282 829	63 954	346 783
En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2012	1 095	14 922	288 019	(17 543)	(8 334)	278 159	63 344	341 503
Actions propres (a)			23			23		23
Distributions de dividendes (b)			(16 178)			(16 178)	(5 366)	(21 544)
Autres variations							9	9
Options d'achat d'actions(c)			(1 872)			(1 872)		(1 872)
Stocks-options et actions de performance			238			238		238
Effet des variations de périmètre								
Total des transactions avec les actionnaires			(17 812)			(17 812)	(5 357)	(23 169)
Variation de la différence de conversion					2 148	2 148		2 148
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				(3 421)		(3 421)	(246)	(3 667)
<i>Sous-total autres éléments du résultat global</i>				(3 421)	2 148	(1 273)	(246)	(1 519)
Résultat de la période			16 750			16 750	3 089	19 839
Total résultat global			16 750	(3 421)	2 148	15 477	2 843	18 320
Capitaux propres au 30 juin 2012	1 095	14 922	286 980	(20 964)	(6 186)	275 847	60 830	336 677

(a) – Cette ligne intègre l'effet de la neutralisation des actions d'autocontrôle acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

(b) – L'Assemblée Générale des actionnaires de Séchilienne-Sidec du 31 mai 2012 a fixé le montant du dividende au titre de l'exercice 2011 à 0,57 euro par action.

(c) – Effet du traitement IFRS de l'option d'achats des actions Méthanéo tel que décrit en note 3 « Evolution du périmètre de consolidation »

E. Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Activités opérationnelles :		
Résultat net part du groupe	16 750	21 730
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3 089	3 979
Ajustements		
. Dotations aux amortissements et aux provisions	21 353	17 433
. Charge d'impôts	9 943	8 660
. Résultat des entreprises associées net des dividendes reçus	1 041	901
. Plus ou moins values de cession		(24)
. Autres éléments sans impact sur la trésorerie	453	395
. Produits financiers capitalisés	(279)	(224)
. Coût de l'endettement financier	15 122	12 783
Capacité d'autofinancement	67 472	65 633
Variation du besoin en fonds de roulement	5 410	(7 638)
Rétrocessions d'avantages fiscaux non encaissés		(11 600)
Impôt décaissé	(8 662)	(13 425)
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	64 220	32 970
Opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(13 290)	(60 760)
Acquisition d'actifs financiers		(141)
Prix de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		43
Prix de cessions et diminutions d'actifs financiers	252	172
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(2 884)	
Flux net de trésorerie généré par les activités d'investissement	(15 922)	(60 686)
Opérations de financement :		
Transactions entre actionnaires		(458)
Opérations sur actions propres	(50)	(794)
Coût de l'endettement financier	(15 122)	(12 783)
Avances de financement	146	512
Emissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières	4 617	24 085
Remboursements d'emprunts et dettes financières	(25 852)	(20 471)
Flux net de trésorerie généré par les activités de financement	(36 261)	(9 909)
Effet du change sur la trésorerie	-1	
Variation nette de la trésorerie	12 036	(37 625)
Trésorerie nette à l'ouverture	74 947	106 467
Trésorerie nette à la clôture	86 983	68 842
Variation de trésorerie	12 036	(37 625)

F. Notes aux états financiers

Le Groupe SECHILIENNE-SIDEC est un spécialiste, depuis 25 ans, de la production d'énergie en centrales de moyenne puissance charbon / biomasse et de toutes énergies renouvelables. Sa technicité et la qualité de ses équipes d'ingénieurs lui permettent de maîtriser toutes les étapes du cycle de vie des centrales : la conception, le financement, la construction et l'exploitation, partout dans le monde et notamment dans des environnements complexes.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Séchilienne-Sidec sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 juillet 2012.

1 Faits marquants de la période

Les faits marquants du premier semestre 2012 ont été les suivants, pour les sociétés consolidées en intégration globale et proportionnelle.

1.1 Domaine thermique

Conditions d'exploitation des centrales :

- La production thermique du Groupe affiche une hausse de +10% par rapport à celle du premier semestre 2011, pour les centrales consolidées en intégration globale (les centrales mauriciennes, dont la puissance s'élève à 195 MW, sont mises en équivalence). Cette variation s'explique par l'effet de la mise en service en début mars 2011 de la centrale Caraïbes Energie (CE) d'une puissance de 38 MW à la Guadeloupe, et par l'augmentation du taux de disponibilité technique moyen.
- La disponibilité des centrales thermiques a été globalement plus satisfaisante qu'au premier semestre 2011 avec une progression de +7.9 points. En effet, la disponibilité effective (DOM hors CCG) s'élève à 90.9% au lieu de 83.0% sur la même période en 2011. CTM est, au premier semestre 2012, le leader de toutes les centrales DOM du Groupe avec une disponibilité de 95.1%.
- Le premier semestre 2012 marque le retour à une année normale en termes de taux d'appel pour CCG après une période où EDF avait appelé cette centrale très au-delà de sa vocation de centrale de pointe, pour pallier des indisponibilités survenues dans d'autres unités de production. Au premier semestre 2012, l'utilisation une nouvelle centrale EDF mise en

service à la Martinique a remplacé pour partie le recours à CCG dont le taux d'appel est ainsi passé de 37% au premier semestre 2011 à 22.4% au premier semestre 2012.

- A l'exception de CTM, du fait de la période bagasse, toutes les centrales ont effectué au cours du premier semestre leurs arrêts annuels programmés, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, devrait permettre de bénéficier d'une meilleure disponibilité au second semestre.

Evolution du contexte économique et réglementaire :

- Le prix du charbon est resté à un niveau élevé (105,5 €/t) bien qu'en baisse par rapport au premier semestre 2011 (109,4 €/t).
- Le Groupe a reçu fin avril 2012 les quotas de CO2 2011 des deux centrales CTG-B et CCG qui lui faisaient encore défaut au 31 décembre 2011. Les quotas de CO2 2012 de CTBR, CTM et CTG-A ont été obtenus en février 2012 et ceux de CTG-B et CCG sont attendus d'ici avril 2013. Par arrêté du 19 avril 2012, CE s'est également vu octroyer des quotas gratuits pour les années 2011 et 2012.
- Pour mémoire, la franchise laissée à la charge des centrales thermiques dans le cadre des contrats EDF est plafonnée à un montant global maximal de 2 millions d'euros/an pour les trois centrales thermiques CTM-CTBR-CTG, et à 1 million d'euros pour la centrale de Caraïbes Energie.

Développement et projets :

Les phases administratives de la réalisation de la future centrale CCG-2 d'une puissance de 38 MW à la Martinique sont en cours en liaison avec les services de l'Etat et de la Région. Cette centrale est conçue notamment pour utiliser un large éventail de biomasses et alimenter en vapeur la sucrerie du Galion. L'objectif de mise en service est désormais fixé courant 2015.

Social :

- Au premier semestre 2012, seulement trois jours de grève ont eu lieu, dans la centrale de Caraïbes Energie (CE). Pour rappel, le premier semestre 2011 s'était vu pénalisé par une vague de grèves déclenchées à l'appui d'une revendication reposant sur l'interprétation controversée de certaines dispositions du statut national des Industries Electriques et Gazières.

- La centrale de CTM aux Caraïbes a indirectement été affectée par des mouvements sociaux survenus dans la sucrerie adjacente de Gardel, qui ont légèrement réduit la production d'électricité issue de bagasse.

1.2 Domaine photovoltaïque

Conditions d'exploitation des centrales :

- L'évolution de la production d'électricité photovoltaïque s'est inscrite dans la dynamique déjà favorable de 2011. Au premier semestre 2012, elle a augmenté de 37% par rapport au premier semestre 2011 pour s'établir à 47,2 GWh. Cette forte augmentation reflète essentiellement l'effet de la mise en service de centrales au cours du premier semestre 2011 (dont Kourou 12 MW et Matoury 4MW) ainsi que du raccordement de 12MW de nouvelles installations au deuxième semestre 2011.
- Les conditions d'ensoleillement ont été bonnes dans l'Océan Indien comme dans les Caraïbes.
- Un incendie intervenu la nuit du 16 mai à l'Hyper Champion Landy (Martinique) a entraîné la perte d'une centrale photovoltaïque installée en toiture du bâtiment (218kW).
- 0,7 MW de toiture restent en attente de raccordement, en raison de retards importants au niveau des délais de raccordement d'EDF.

Evolution du contexte économique et réglementaire :

En France :

- Les réalisations d'installations photovoltaïques dans les DOM ne donnent plus lieu à l'octroi de défiscalisation.
- Les projets photovoltaïques du Groupe entrent désormais pour l'essentiel dans le champ des appels d'offres et non plus des tarifs d'achats réglementaires. Dans ce cadre, le Groupe a présenté en mars 2012 des projets en réponse à l'appel d'offres concernant les installations d'une puissance unitaire dépassant 0,250 MW. L'instruction de cet appel d'offres était encore en cours au 30 juin 2012.

A l'étranger :

Au cours du premier semestre, le contexte réglementaire en Espagne, où le Groupe exploite 2,4 MW, n'a pas évolué. En Italie le contexte a évolué sans affecter cependant les centrales du Groupe (2MW en service).

1.3 Domaine éolien

Conditions d'exploitation des centrales :

- La production d'électricité d'origine éolienne s'est établie à 50 GWh, en progression de 27% par rapport à la production du 1^{er} semestre 2011. Cette progression résulte de la mise en service du parc d'Heninel (6MW) le 12 juillet 2011.
- Les conditions de vent, médiocres au début du premier semestre 2012, se sont améliorées par la suite.

Développement et projets :

A fin juin 2012, le portefeuille de permis de construire obtenus s'élevait à 13 MW purgés de tout recours. Les demandes de permis de construire n'ayant pas encore fait l'objet de décisions définitives portent sur 12 MW.

1.4 Autres faits marquants

- Annonce de la nouvelle stratégie le 30/01/12 axée sur la valorisation électrique de la biomasse.
- Entrée du Groupe dans le domaine de la bio-méthanisation : Séchilienne a acquis le 9 mai 2012, par acquisition des titres détenus par Demeter Partners et Omnes Capital, 60% du capital de la société Méthanéo, pionnier en France de la bio-méthanisation. Les fondateurs de Méthanéo conservent leur participation de 40%.

Le procédé de bio-méthanisation permet de valoriser, en conditions contrôlées, des matières organiques pouvant produire du digestat, employé comme fertilisant et une source d'énergie, le biogaz, lui-même injectable dans des réseaux de distribution de gaz ou utilisable pour générer de l'électricité. Le portefeuille de projets en développement acquis au travers de cette opération est de 22 projets. Le premier qui sera mis en service, d'une puissance de 2 MW, le sera dès 2013 à Thouars (Deux-Sèvres).

- Le Groupe avait à la fin du premier semestre 2012 plus de 350 MW de projets en cours, les plus avancés concernant la centrale thermique CCG-2 (38 MW) dont la mise en service est

prévue en Martinique pour 2015, et les projets de Méthanéo dépassant 25 MW dont la réalisation s'étalera jusqu'en 2016.

- Dans le cadre des mécanismes contractuels de révision des tarifs, Séchilienne Sidec a mis en place des rendez-vous réguliers avec ses clients pour prendre en compte les événements imprévisibles, extérieurs, et les circonstances nouvelles intervenus dans les dernières années.
- A ce titre des discussions sont en cours pour prendre en compte l'impact négatif de circonstances nouvelles à CTM, en particulier celles liées à la fin de l'abattement du tiers sur le crédit-bail fiscal. Compte tenu de la solidité de ses contrats, la Direction considère que la valeur comptable des actifs de CTM est inchangée au 30 Juin 2012.

2 Bases de préparation des comptes et méthodes comptables

2.1 Bases de préparation

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 sont établis conformément à la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2011 établis selon les normes IFRS.

2.2 Méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2012 qui sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm .

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2011 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date. Aucun changement de méthode comptable n'a été enregistré au titre des comptes consolidés intermédiaires résumés clos au 30 juin 2012.

L'amendement à IFRS 7 « Transfert d'actifs financiers » est d'application obligatoire dès 2012. Le Groupe ne réalise pas d'opérations de transfert d'actifs financiers telles que par exemple des opérations de titrisation ou d'affacturage. Ainsi, cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes consolidés présentés.

- **Normes, interprétations et amendements aux normes déjà publiés par l'IASB et endossés par l'Union Européenne, mais dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2012. Ces normes et interprétations n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe.**

- IAS 1 « Présentation des états financiers » ;
- Amendements à IAS 19 « avantages au personnel ».

L'incidence sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 30 juin 2012, mais dont l'application n'est pas encore obligatoire, est en cours d'analyse. Le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative sur les comptes.

- **Normes, interprétations et amendements déjà publiés par l'IASB mais non encore endossés par l'Union Européenne :**

- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » ;
- Amendements à IAS 12 « Impôts différés – recouvrement des actifs sous-jacent » ;
- Amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles » ;
- Amendements à IAS 27 « Etats financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans les entreprises associées et les coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 7 « Informations à fournir – transfert d'actifs financiers » ;
- Amendements à IAS 32 « Instruments financiers » ;
- Amendements à IAS 34 « Information financière intermédiaire » ;
- Amendement à IFRS 7 « Instruments financiers – informations à fournir » : compensation d'actifs et de passifs financiers ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 – Classification et évaluation des actifs financiers, et complément – Option à la juste valeur pour les passifs financiers) ;
- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariat » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus par les autres entités » ;
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur ».

L'incidence sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 30 juin 2012 et non encore en vigueur dans l'Union Européenne est en cours d'analyse. Le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative sur les comptes.

2.3 Principes de présentation de l'information financière semestrielle

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- Impôts sur les résultats : la charge d'impôt est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par juridiction fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet.
- Quotas d'émission des gaz à effet de serre : lorsque les estimations d'émission de l'exercice sont supérieures aux quotas attribués pour l'exercice, une provision est constituée pour couvrir l'excédent d'émission sous déduction des montants refacturés à EDF. Dans le cadre de l'arrêté semestriel, cette provision a fait l'objet d'une estimation qui repose sur les émissions totales attendues sur l'exercice ramenées à un semestre.
- Contribution Economique Territoriale : la loi de Finances 2010, réformant la Taxe Professionnelle a introduit la Contribution Economique Territoriale. Le Groupe comptabilise cette contribution dans la rubrique «Impôts et Taxes» du compte de résultat. Cette rubrique est incluse dans les autres charges d'exploitation.
- Avantages au personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'un prorata de la charge annuelle projetée ressortant des évaluations actuarielles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Les évaluations des engagements nets sont modifiées en cas d'évolution significative des conditions de marché par rapport à la clôture de l'exercice précédent, de réductions, de liquidations ou d'autres événements non récurrents significatifs.

2.4 Estimations de la Direction

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés, les estimations significatives exercées par la direction sont identiques à celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

3 Evolution du périmètre de consolidation

- **Prise de contrôle de Méthanéo**

L'effet de la prise de contrôle de Méthanéo par acquisition d'actions représentant 60% du capital et des droits de vote de cette dernière s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 154
Autres actifs non courants	252
Impôts différés nets	382
Actifs courants	1 832
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 899
Total des actifs acquis	11 519
Dettes financières	(5 699)
Autres passifs courants	(3 242)
Actif net acquis	2 578
Part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(1 189)
Actif net acquis part revenant au Groupe	1 389
Juste valeur de la contrepartie remise	4 582
Ecart d'acquisition	3 193

L'écart d'acquisition est représentatif du savoir-faire acquis par l'équipe de Méthanéo et de la capacité de cette équipe à développer un certain nombre de projets de Méthanisation. Méthanéo vise une puissance installée d'environ 25 MW en 5 ans.

Il inclut également des projets en phase d'étude préliminaire ne remplissant pas les critères de comptabilisation séparée de l'écart d'acquisition.

Les frais d'acquisition d'un montant de 0.2 M€ ont été comptabilisés en autres charges opérationnelles.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle ont été comptabilisés à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise. L'écart d'acquisition a été déterminé sur la base de la seule quote-part acquise par le Groupe de la juste valeur des actifs et passifs. Les montants affectés aux actifs et passifs identifiables sont susceptibles d'être modifiés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'activité de Méthanéo et de ses filiales est essentiellement engagée dans le développement des projets. Ainsi, ces entités ne contribuent pas au chiffre d'affaires et au résultat de la période présentée.

Dans le cadre de cette opération, Séchilienne-Sidec a accordé des options de vente aux associés fondateurs de Méthanéo. Ces options sont exerçables en 2016 pour 50% des titres détenus par ces derniers et en 2018 pour les titres restant. Le prix d'exercice de cette option est fixé contractuellement par une formule de calcul basée sur les flux nets des projets financés actualisés, le montant de la dette nette et sur un multiple. Symétriquement, les associés fondateurs ont accordés des options de vente à Séchilienne-Sidec.

Le traitement comptable retenu pour les options accordées aux associés fondateurs est décrit ci-dessous.

Conformément à IAS 32, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant au prix de d'exercice de l'option. Cette dette est constatée en contrepartie :

- d'une part, de l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondants ;
- d'autre part, d'une diminution des capitaux propres part du Groupe pour la différence entre la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle et le prix d'exercice de l'option. Ce montant est ajusté à la fin de chaque période en fonction du prix d'exercice de l'option et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4 Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la Direction du Groupe qui reflètent les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par secteur d'activité est privilégiée, les risques et rentabilités dépendant majoritairement des différentes natures des activités plutôt que de leur implantation géographique. Le secteur Solaire intègre l'effet des ventes à des tiers hors groupe de panneaux et d'installations photovoltaïques.

Les transactions entre secteurs sont réalisées au prix de marché.

Le secteur Bio-Méthanisation regroupant les activités de Méthanéo ne contribuent pas au résultat de la période, cette activité ayant été acquise au mois de mai 2012 et étant en phase de développement de projet.

1er semestre 2012 (en K€)	Thermique	Eolien	Solaire	Holding	Eliminations	Total
Produit des activités ordinaires	166 038	4 460	19 604	847	0	190 948
Inter-secteurs				5 782	(5 782)	0
Produit des activités ordinaires	166 038	4 460	19 604	6 629	(5 782)	190 948
EBITDA (a)	49 072	3 010	14 825	(1 604)		65 303
Résultat opérationnel	37 080	1 233	7 722	(1 803)		44 232
Résultat des entreprises associées		729				729
Charges et produits financiers						(15 180)
Charges d'impôts						(9 942)
Résultat net de l'exercice						19 839
Investissements de la période	3 624	22	1 407			5 053
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(9 134)	(1 689)	(6 849)	(199)	0	(17 871)

1er semestre 2011 (en K€)	Thermique	Eolien	Solaire	Holding	Eliminations	Total
Produit des activités ordinaires	149 592	3 343	13 709	927		167 571
Inter-secteurs				4 606	(4 606)	0
Produit des activités ordinaires	149 592	3 343	13 709	5 533	(4 606)	167 571
EBITDA (a)	40 632	2 205	23 521	(3 623)		62 735
Résultat opérationnel	29 373	716	18 518	(3 281)		45 326
Résultat des entreprises associées		1 330				1 330
Charges et produits financiers						(12 288)
Charges d'impôts						(8 659)
Résultat net de l'exercice						25 709
Investissements de la période	7 317	7 489	45 954			60 760
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(8 069)	(1 489)	(4 922)	(76)		(14 556)

(a) – Ebitda : Résultat opérationnel avant dotation aux amortissements et aux provisions net des reprises.

L'EBITDA et le résultat opérationnel de l'activité solaire intégraient des rétrocessions d'avantages fiscaux pour un montant de 13.9 millions d'euros.

5 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires consolidés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Vente d'électricité	189 555	166 138
Prestations de services	1 393	1 434
Produits des activités ordinaires	190 948	167 571

6 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent toutes les dépenses autres que les achats, les frais de logistique, les charges de personnel.

7 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Plus-value de cession d'actifs	24	
Provisions pour risques	450	
Rétrocessions d'avantages fiscaux	13 915	
Autres produits	954	(1)
Autres produits opérationnels	954	14 389
Frais d'acquisition de titres	(200)	
Autres charges opérationnelles	(1 421)	(729)
Autres charges opérationnelles	(1 621)	(729)
Total des autres produits et charges opérationnels	(667)	13 660

Pour la période close au 30 juin 2012, les autres produits opérationnels intègre une indemnité d'assurance à recevoir suite à la destruction d'une installation. Les charges afférentes à ce sinistre figurent en autres charges opérationnelles.

Au cours du premier semestre 2011, le Groupe avait bénéficié de rétrocessions d'avantages fiscaux au titre de l'article 217 Undecies du CGI. Ces rétrocessions avaient été au profit de :

- QEA 2010, Plexus et QEH qui ont acquis les avantages fiscaux agréés au 31 décembre 2010 mais dont l'obtention était conditionnée au raccordement des installations avant le 31 mars 2011 ;
- QEG correspondant aux tranches éligibles et réservées par des investisseurs à la date d'arrêté des comptes.

8 Coût de l'endettement financier

Les différentes composantes constituant le coût de l'endettement financier sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Frais financiers sur dettes financières	(7 719)	(6 014)
Frais financiers sur crédits-baux	(7 403)	(6 769)
Coût de l'endettement financier	(15 122)	(12 783)

Le coût de l'endettement financier évolue en lien avec l'accroissement du parc d'installations en exploitation.

9 Autres produits et charges financiers

Les différentes composantes constituant les produits et charges financiers sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Revenu des prêts et des dépôts	180	248
Produit des équivalents de trésorerie	136	126
Autres produits financiers	122	
Autres produits financiers	316	495
Provision pour risques financiers	(282)	
Variation de juste valeur des dérivés de transaction	(81)	
Autres charges financières	(11)	
Autres charges financières	(374)	

10 Impôts

La charge d'impôt sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Charge d'impôt courant	(8 887)	(5 404)
Impôts différés	(1 055)	(3 255)
Total impôt sur les sociétés	(9 942)	(8 659)

- **Rationalisation de la charge d'impôt**

Le taux d'impôt effectif se détermine comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat opérationnel	44 232	45 326
Coût de l'endettement financier	(15 122)	(12 783)
Autres produits et charges financiers	(58)	495
Résultat avant impôt et avant part dans les sociétés mises en équivalence	(A)	29 052
Taux d'impôt estimé	(B)	34,22%
Charge d'impôt	(A*B)	(8 659)

L'augmentation du taux effectif d'impôt est essentiellement liée à la suppression du régime de l'abattement du tiers des résultats des sociétés exploitantes dans les Départements d'Outre-mer prévue par la loi de finance pour 2012 adoptée le 21 décembre 2011.

La différence entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique, hors contribution additionnelle, s'analyse comme suit :

	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	base (K€)	Taux	Impôt (K€)	base (K€)	Taux	Impôt (K€)
Base et charge d'impôt réelles	29 052	34,22%	9 942	33 038	26,21%	8 659
Fiscalisation à taux réduits dans les Départements d'Outres-Mer				-	7,69%	2 540
QP de frais et charges	-	-0,67%	-195	-	-0,55%	-181
Défiscalisation des investissements dans les Départements d'Outres-Mer	-			-		
Différences permanentes et autres	-	-0,22%	-64	-	-0,02%	-6
Base et charge d'impôt théorique	29 052	33,33%	9 683	33 038	33,33%	11 012

11 Ecarts d'acquisition

Ecarts d'acquisition nets au 1er janvier 2012	8 263
Effet de la prise de contrôle de Méthanéo	3 193
Ecarts d'acquisition nets au 30 juin 2012	11 456

12 Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros

Contrats de fourniture d'électricité, de vapeur et autres immobilisations incorporelles

Immobilisations nettes au 1er janvier 2012	102 130
---	----------------

Acquisitions de la période	
Cession et diminution	(402)
Amortissements	(2 270)
Dépréciations	
Effet des variations de périmètre	1 075
Reclassements	

Immobilisations nettes au 30 juin 2012	100 533
---	----------------

13 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Installations en service	Immobilisations en cours	Total des immobilisations corporelles
Immobilisations nettes au 1er janvier 2012	828 613	4 898	833 511
Acquisitions de la période	9 793	3 360	13 153
Effet des variations de périmètre		6 091	6 091
Cessions et diminutions	(954)		(954)
Amortissements	(17 871)		(17 871)
Autres mouvements	(50)	(643)	(693)
Immobilisations nettes au 30 juin 2012	819 531	13 706	833 237

Les augmentations d'immobilisations du premier semestre portent essentiellement sur des dépenses d'amélioration des centrales thermiques ainsi que sur des projets photovoltaïques.

14 Participations dans les entreprises associées

La variation des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Montant en début de période	22 958	25 257
Dividendes versés	(1 770)	(3 576)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	729	3 121
Ecart de conversion sur les participations mauriciennes	2 127	(1 844)
Montant en fin de période	24 044	22 958

La quote-part du résultat net des entreprises associées s'élève à 0,7 million d'euros, contre 1,3 million d'euros au 1er semestre 2011, la centrale CTBV ayant notamment connu une baisse contractuelle de sa prime fixe à partir de 2012.

15 Actifs financiers**Actifs financiers non courants :**

Le dépôt à terme donne lieu à des intérêts qui sont capitalisés.

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30/06/2012	31/12/2011
Dépôts et gages espéces		18 081	18 156
Dépôts à terme		3 647	3 647
Titres non consolidés		240	239
Prêts à plus d'un an		327	203
Instruments financiers	21	278	
Actifs financiers non courants		22 818	22 244

Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La trésorerie nette se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	31 décembre 2011	1er semestre 2011
Trésorerie	37 795	26 759	22 925
Équivalents de trésorerie	49 288	48 299	47 363
Sous-total trésorerie	87 083	75 058	70 288
Concours bancaires courants	(100)	(111)	(1 446)
Trésorerie nette	86 983	74 947	68 842

Les équivalents de trésorerie sont des Sicav monétaires immédiatement disponibles dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

16 Clients et comptes rattachés

Au 30 juin 2012, les créances clients s'élèvent à 40.9M€ contre 45.4M€ au 31 décembre 2011. Cette variation est essentiellement liée à :

- une diminution de l'en-cours clients des centrales thermiques. Au 31 décembre 2011, les créances clients de ces sociétés intégraient des factures à émettre au titre de la bagasse ;
- Une augmentation de l'en-cours clients des entités du secteur photovoltaïque en lien avec le fonctionnement en période pleine du parc en exploitation.

17 Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Stocks en valeur nette		
Matières premières / Combustibles	12 710	20 573
Marchandises		
Pièces de rechange non stratégiques	24 786	22 185
Autres stocks	819	878
Total stocks en valeur nette	38 315	43 636

La variation du stock de combustibles est liée à une diminution du stock de charbon de la centrale CTG. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011, le stock de charbon intégrait une réception intervenue en fin d'année.

18 Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Créances fiscales et sociales	13 497	14 054
Créances d'impôt	695	5 447
Charges constatées d'avance	5 456	3 144
Autres actifs courants	6 951	7 037
Autres actifs courants	26 599	29 681

19 Capital et actions potentielles**19.1 Capital social et plans d'options**

Aucune option n'a été exercée au cours du semestre. La charge comptabilisée en résultat au titre des plans existants au 31 décembre 2011 s'élève à 238 milliers d'euros. Le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par Séchilienne-Sidec dans le cadre du contrat de liquidité est de 110 900.

- **Plan d'actions gratuites Méthanéo**

Suite à la prise de contrôle de Méthanéo par Séchilienne-Sidec, un plan d'actions gratuites a été mis en place au profit de salariés de Méthanéo pour un nombre représentant 2.5% du capital de Méthanéo. L'acquisition de ces actions est soumise à une condition de présence des bénéficiaires de deux ans à compter de la date d'attribution. Par ailleurs, le plan prévoit une période de conservation de deux ans sans condition de présence. La juste valeur totale du plan est estimé à 185 K€, étalée sur la période d'acquisition des droits, soit 2 ans. La charge de la période n'est pas significative.

Concommitamment, les associés fondateurs se sont engagés à céder des actions Méthanéo à Séchilienne-Sidec, permettant à cette dernière de maintenir une participation de 60% du capital de la société Méthanéo.

- **BCE Méthanéo**

L'Assemblée Générale de Méthanéo SAS du 19 juin 2012 a autorisé le Président de Méthanéo SAS à émettre 150 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dits « BCE » au profit de salariés de Méthanéo.

Chaque BCE conférera à son bénéficiaire le droit de souscrire une action nouvelle ordinaire de Méthanéo SAS moyen le versement d'un prix de souscription de 714.2177 euros par action, ou dans l'hypothèse où la société aurait procédé à une augmentation de capital dans les six mois précédent l'attribution des BCE par émission de titres conférant des droits équivalents à ceux résultat de l'exercice du BCE, le prix sera au moins égal au prix d'émission des titres concernés alors fixé.

Les BCE pourront être exercés pendant une durée de six mois à compter de leur attribution par le Président. L'Assemblée Générale a également décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux 150 BCE dont l'émission a été décidée. Le prix d'émission des BCE est basé sur la valorisation des actions de Méthanéo faite dans le cadre de prise de contrôle de cette dernière par Séchilienne-Sidec, Ainsi, l'option accordée est considérée comme étant à sa valeur de marché et n'a pas d'effet sur les comptes présentés. Les BCE n'étaient pas attribués au 30 juin 2012.

- **Plan d'actions gratuites 2012**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mars 2012 a autorisé, pour une période de 18 mois, le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société en une ou plusieurs fois.

Le nombre d'actions pouvant être attribués gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 810 000 actions, soit sur la base du capital de la société au 31 décembre 2011, environ 2.85% du capital dilué de la société.

L'attribution aux bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans et sous condition d'atteinte des critères de présence et de performance. Une période de conservation de deux ans est par ailleurs requise.

La présente autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 25 mai 2011.

Aucune attribution d'actions gratuites n'a été réalisée par le Conseil d'administration au cours du premier semestre 2012.

19.2 Nombre d'actions

Au 30 juin 2012, le capital est composé de 28 446 645 actions de nominal 0,0385 euro entièrement libérées.

Calcul de l'effet dilutif

Les actions dont l'acquisition est conditionnelle n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action des premiers semestres 2011 et 2012, les conditions d'acquisition de ces actions n'étant pas remplies à la date d'arrêté des périodes considérées.

	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Nombre moyen pondéré d'actions	28 336 795	28 432 191
Effet dilutif		
o Options de souscription d'actions	0	0
o Actions de performance conditionnelles	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	28 336 795	28 432 191
Résultat net part du Groupe	16 750	21 730
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	0,59	0,76
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions	0,59	0,76

19.3 Dividendes

Le 31 mai 2012, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire de Séchilienne-Sidec a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter à hauteur de la moitié du dividende distribué dont le montant total est fixé à 0,57 euro par action, pour un paiement soit en numéraire soit en actions nouvelles dans les conditions décrites ci-dessous.

Chaque actionnaire a pu ainsi opter entre :

- ou bien le paiement à hauteur de 50% du dividende (soit 0,285 euro par action) en actions nouvelles, les autres 50% (soit 0,285 euro par action) étant versés en numéraire,
- ou bien le paiement intégral du dividende en numéraire (soit 0,57 euro par action).

Le prix d'émission des actions nouvelles qui ont été remises en paiement dans ce cadre a été fixé à 9,38 euros, ce prix correspondant au montant arrondi au centime d'euro supérieur des

90% de la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de bourse précédent le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende. La période de souscription s'est achevée le 22 juin 2012.

A l'issue de cette période, 21,69% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

L'option pour le paiement du dividende en actions s'est traduite ainsi par la création de 185 800 actions nouvelles représentant 0,649 % du capital et des droits de vote de Séchilienne-Sidec sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2012 (28 446 645) augmenté du nombre d'actions nouvelles ainsi créées.

La livraison et l'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris des actions nouvelles sont intervenues le 05 juillet 2012. Le paiement du dividende en numéraire a été effectué à cette même date du 05 juillet 2012.

20 Dettes financières

Les dettes financières du Groupe s'analysent comme suit :

	30/06/2012			31/12/2011				
	Concours bancaires et intérêts courus	Dette projet	Dette corporate	Total	Concours bancaires	Dette projet	Dette corporate	Total
Dettes auprès des établissements de crédit								
. Taux fixe	95 223	3 055		98 278	93 915			93 915
. Taux variable	1 756	141 285	89 000	232 041	2 190	133 736	95 500	231 426
Sous-total	1 756	236 508	92 055	330 319	2 190	227 651	95 500	325 341
Dettes de crédit-bail								
. Taux fixe	70 640			70 640	82 739			82 739
. Taux variable	253 523			253 523	250 640			250 640
Sous-total	0	324 168	0	324 168	0	333 379	0	333 379
Total des dettes financières	1 756	560 676	92 055	654 487	2 190	561 030	95 500	658 720
				non courant courant	569 187 85 300			non courant courant
								574 887 83 833

Les dettes présentées comme étant à taux variable s'entendent avant prise en compte de l'effet des couvertures de taux. Ces couvertures de flux de trésorerie sont décrites en note 22 des présents états financiers.

Les dettes projets sont émises sur des durées allant de 15 à 25 ans en fonction de la nature de l'activité et de la durée du contrat de vente d'électricité.

La variation de la période des dettes financières se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Dettes relatives aux options d'achat d'actions	Emprunts bancaires	Dette de crédit bail	Découverts bancaires et intérêts courus	Total des dettes financières
Au 1er janvier 2012	323 151	333 379	2 190		658 720
Emission de la période	4 617	8 100			12 717
Remboursements de la période	-14 097	-11 176			-25 273
Variations nettes				-434	-434
Effet des variations de périmètre	3 055	5 699			8 754
Autres mouvements		-1 965	1 965		
Au 30 juin 2012	3 055	317 406	332 268	1 756	654 484

<i>En milliers d'euros</i>	Emprunts bancaires	Dette de crédit-bail	Découverts bancaires et intérêts courus	Total des dettes financières
Au 1er janvier 2011	257 921	375 889	4 059	637 869
Emission de la période	24 085	0		24 085
Remboursements de la période	-9 703	-10 768		-20 471
Variations nettes			1 017	1 017
Autres variations	-19 954	18 616	1 338	0
Au 30 juin 2011	252 349	383 737	6 414	642 500

Pour la période close au 30 juin 2012, les émissions de la période ont principalement porté sur les projets photovoltaïques pour 4.6 millions d'euros.

Aux 31 décembre 2011 et 30 juin 2012, le Groupe avait intégralement tiré la tranche B, destinée à la couverture du besoin en fonds de roulement, de sa dette Corporate.

La dette Corporate du Groupe est soumise au respect des ratios minimum usuels suivants :

- . le ratio R1 défini comme le rapport entre l'Endettement Net social (ensemble des emprunts et dettes assimilées contractés auprès d'établissements de crédit et autres créanciers financiers) sur l'EBITDA

consolidé du groupe (somme du résultat consolidé d'exploitation du Groupe augmenté des dépréciations et amortissements) devant être inférieur à 2.

. le ratio R2 défini comme Endettement Net social sur Fonds Propres consolidés (total capital, primes, réserves, réserves de conversion, résultat et intérêts minoritaires) devant être inférieur à 1.

Par ailleurs, le montant de l'endettement net social de Séchilienne-Sidec SA est plafonné à 300 millions d'euros.

21 Provisions

Pour la période clos au 30 juin 2012, la variation des provisions s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions pour démantèlement	Provisions pour couverture de risques industriels et autres risques	Autres provisions	Total provisions non courantes
1er janvier 2012	2 379	1 947	1 448	5 774
Dotations		435		435
Reprises liées à l'utilisation				
Reprises pour non utilisation		(19)		(19)
Effet des variations de périmètre et autres		(865)		(865)
30 juin 2012	2 379	1 498	1 448	5 325

22 Instruments financiers dérivés

Le montant comptabilisé en résultat au titre de la part inefficace des instruments de couverture n'est pas significatif.

Maturité	Notionnel en millions d'euros	Justes valeurs au bilan en milliers d'euros				Imputation des variations en 2012 (en milliers d'euros)	
		31/12/2011		30/06/2012		Résultat	Autres éléments du résultat global
Milliers d'euros		Actifs	Passifs	Actifs	Passifs		
Couverture de dettes à taux variable par dix swaps de taux (prêteur à taux variable / emprunteur à taux fixe)	2013 à 2029	281	(28 824)	277	(34 864)	(87)	(5 676)
Total dérivés de couverture de flux de trésorerie		281	(28 824)	277	(34 864)	(87)	(5 676)

23 Fournisseurs

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Fournisseurs	31 305	32 099
Fournisseurs d'immobilisations	7 431	15 659
Fournisseurs	38 736	47 759

La diminution des dettes vis-à-vis des fournisseurs d'immobilisation est liée à l'achèvement de la construction de la centrale Caraïbes Energie.

24 Autres passifs courants

Les autres passifs s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Produits constatés d'avance	8 022	6 583
Dividendes à payer	21 539	
Autres passifs courants	4 551	7 022
Autres passifs courants	34 112	13 605

Les dettes au titre des dividendes à payer intègrent les dividendes distribués par Séchilienne-Sidec à ses actionnaires et par les sociétés consolidées aux actionnaires hors groupe.

25 Dettes fiscales et sociales

Ces dettes se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Dettes fiscales et sociales	14 131	15 323
Impôts sur les sociétés	4 016	7 016
Total	18 147	22 339

26 Engagements hors-bilan

Au 30 juin 2012, le montant des engagements hors bilan s'élève à 69 millions d'euros contre 70 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Cette variation de (1) M€ provient en totalité de la diminution des engagements donnés au titre des contrats de location.

27 Gestion des risques et du capital

Les risques auxquels le Groupe est exposés sont présentés dans les notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2011. Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'a pas identifié d'évolution significative dans les risques décrits ou dans les politiques de gestion des risques mises en œuvre.

28 Parties liées

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2012 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

Tel qu'indiqué en note 3 « Evolution du périmètre de consolidation » des options de vente ont été accordées aux associés fondateurs de Méthanéo.

29 Événements postérieurs à la clôture

En date du 5 juillet 2012, Séchilienne-Sidec a procédé à la création et à la livraison de 185 800 actions nouvelles consécutivement à l'exercice par les actionnaires du choix qui leur était offert pour le paiement de dividende. Le nombre d'actions composant le capital est ainsi passé à 238 632 445 actions et le capital social à 1 102 349,13 euros.

IV /Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2012

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

MAZARS
Tour Exaltis - 61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012**

SECHILIENNE-SIDEC
22, Place des Vosges
Immeuble Le Monge
La Défense 5
92400 Courbevoie

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Séchilienne-Sidéc, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité, est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

SECHILIENNE-SIDEC

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Page 2

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 26 juillet 2012

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-Christophe Gorgiou

MAZARS



Manuela Baudoin-Revert

SÉCHILIENNE-SIDEC

Siège social :
22, place des Vosges
Immeuble Le Monge
La Défense 5
92 400 Courbevoie
Téléphone : + 33 (0)1 41 16 82 00

Site internet : www.sechilienne-sidec.com

SA au capital de 1 102 349,13 euros
775 667 538 RCS Nanterre